

Les subsides

Je suis légèrement étonné du ton que le député de Gander-Twillingate (M. Baker) a adopté dans ses remarques. Il a recours au vieux truc libéral qui est toujours de présumer qu'un «étranger», comme ils aiment à dire, cause les problèmes. S'il y a eu pêche excessive ou abus des contingents, nous sommes le premier gouvernement à défendre le droit du Canada de résister à tout tort qui aurait pu être causé. Je prétends qu'un porte-parole libéral n'a nullement raison de venir affirmer à la Chambre que tous les problèmes sont imputables à un étranger plutôt qu'à des politiques erronées adoptées par ses collègues alors qu'ils étaient au pouvoir.

J'ai noté avec intérêt que le discours du député portait principalement sur les pêches, question qui intéresse vivement toute la région de l'Atlantique. Il semble en particulier insister davantage sur la situation de Terre-Neuve que sur celle des quatre provinces prises globalement. Toutefois, j'ai remarqué qu'il n'a pas mentionné une seule fois la Fishery Products International, principal employeur à Terre-Neuve. Il s'est abstenu de la mentionner et les députés se sont assurément demandé pourquoi.

S'il s'intéresse vraiment aux pêcheurs de Terre-Neuve, comme il le prétend, pourquoi n'a-t-il pas dit un mot du principal employeur? Je peux vous le dire, monsieur le Président. C'est que cette société, quand le gouvernement a été renversé, se trouvait dans une situation catastrophique. Les employés étaient en grève, les pêcheurs ne pêchaient plus et les conditionneurs étaient sans travail. La société ne comptait aucun administrateur délégué ni conseil d'administration. Bref, c'était l'exemple le plus flagrant qu'il m'ait été donné de voir de ce que le député qualifie d'indifférence et de négligence dans une activité commerciale.

Je suis heureux d'ajouter que l'un des premiers défis que nous avons acceptés de relever a été d'entamer des pourparlers avec le gouvernement de Terre-Neuve en vue de rentabiliser cette entreprise. Nous avons constaté non seulement que nous devions fournir environ 25 millions de dollars pour résoudre certains problèmes immédiats, mais aussi que nous devions trouver un directeur général et un bon conseil d'administration pour travailler avec lui. Ils devaient essayer de faire la paix avec les syndicats, remettre les gens au travail et, si possible, rentabiliser la Fishery Products International. Je suis heureux d'informer les députés que nous y sommes parvenus.

Vic Young est un excellent directeur général. Nous avons l'intention de l'appuyer. Il a derrière lui l'un des meilleurs conseils d'administration de la nation. Je suis heureux de pouvoir dire que des ententes ont été conclues avec les travailleurs à terre et avec les pêcheurs. L'activité a repris.

Je dis cela pour bien situer le débat. Il ne s'agit pas seulement de la remise en marche de cette société, car il y a beaucoup de situations semblables, dans les Maritimes, dont nous avons hérité et dont nous devons nous occuper de toute urgence. Devco est un autre exemple dont je parlerai plus tard. Du fait des mesures que nous avons prises, il y a un nouvel espoir pour cette société. Pourtant, le précédent gouvernement n'offrait aucun espoir aux employés. Notre gouvernement a commencé à reconstruire Devco et je donnerai de bonnes nouvelles à son sujet un peu plus tard. Je suis persuadé que cela intéressera les députés.

Une fois de plus, nous avons l'exemple d'une société d'État que le précédent gouvernement avait laissée pratiquement sans

conseil d'administration et sans directeur. Alors que les principales activités sont dans le domaine des mines et des charbons, le directeur général ne connaissait rien à l'exploitation du charbon. L'opposition a l'audace de proposer une motion qui parle de notre indifférence et de notre négligence envers la région de l'Atlantique. Je vois maintenant que cela fait même rire le député. Quant à moi, j'espère que cette mise au point va tirer la situation au clair. Telle est la réalité du monde des affaires.

Parlons de cas précis. J'ai signalé que les libéraux avaient été incapables de surveiller les activités de Fishery Products International, entreprise vitale de la région de l'Atlantique, d'où la grève désastreuse de 180 jours l'an dernier. Les ouvriers des usines et de la société se sont trouvés sans travail. Le poste de directeur général a été vacant durant plus d'un an, et pour cause. Bref, le gouvernement antérieur n'a pas levé le petit doigt pour aider la société.

Après notre arrivée au pouvoir, nous avons nommé un directeur général compétent et un conseil d'administration où siègent des gens comme Anthony Wright, président-directeur général de Newfoundland Power Company, Paul Desmarais, président-directeur général de Power Corporation, Bill James, président-directeur général de Falconbridge Nickel Mines Ltd., Howard Hawkes de Bache Securities et Frank Stronach de Magna Corporation. Je sais que nous allons être satisfaits du travail de Vic Young et de ce conseil compétent.

Parlons maintenant de la situation de National Sea Products. Les députés savent sûrement que le gouvernement du Canada détient à peu près le cinquième des actions de cette société. On a peut-être vu dans le journal d'aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 40c. l'action à la fin du dernier trimestre, le 1^{er} mars 1985, comparativement à une perte de 25c. au cours du même trimestre l'an dernier. Les affaires vont bien, la société est rentable et c'est exactement ce à quoi nous nous attendions.

Les députés de l'opposition ont beau parler d'octrois, de subventions et de tout le reste, n'oublions pas que ce qui compte, c'est de trouver du travail pour les Canadiens, surtout dans la région de l'Atlantique. Voilà ce que nous voulons dire quand nous préconisons un secteur privé plus actif, une meilleure ambiance et, en fin de compte, la création d'emplois. Je sais que les députés vont reprendre confiance quand nous annoncerons certaines mesures budgétaires conçues pour redonner du travail aux Canadiens.

• (1240)

Apparemment, les députés de l'opposition se complaisent à broyer du noir, mais ils devraient envisager l'avenir avec optimisme et adopter une attitude positive au lieu de ne penser qu'à nos problèmes. Je peux dire aux députés que, depuis notre arrivée au pouvoir en septembre dernier, nous avons signé sept ententes de développement régional et économique avec les quatre provinces de l'Atlantique, soit deux avec chacune des provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, l'autre avec le Nouveau-Brunswick. Le gouvernement fédéral a alloué presque 230 millions de dollars à cette fin. Est-ce de l'indifférence, monsieur le Président? Est-ce de la négligence, comme le député de l'opposition officielle le laisse entendre? Les gens de la région de l'Atlantique savent que le gouvernement s'intéresse à leurs problèmes.